



Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE

de la décision de la Commission relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Tchad à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour le programme d'appui à la consolidation de l'Etat - République tchadienne

1. Intitulé / acte de base/numéro CRIS	Programme d'appui à la consolidation de l'Etat - République tchadienne Numéro CRIS: TD/FED/038-489 Financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)			
2. Zone bénéficiaire de l'action / localisation	République du Tchad L'action sera menée sur l'ensemble du territoire national			
3. Document de programmation	Programme indicatif national 2014-2020			
4. Secteur de concentration / domaine thématique	Secteur 3: Consolidation de l'Etat de droit			
5. Montants concernés	Coût total estimé: 22 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 22 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire			
6. Modalité(s) d'aide et modalité de mise en œuvre	Appui budgétaire Gestion directe - appui budgétaire: contrat d'appui à construction de l'appareil de l'État			
7. Code(s) CAD	51010			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	S. O.			

<p>RESUME</p> <p>Le recours à l'appui budgétaire sous forme d'un «Contrat de construction de l'appareil de l'Etat» pour accompagner l'objectif d'achèvement de l'initiative des pays pauvres très endettés (IPPTE) en avril 2015 s'inscrit dans une démarche commune des partenaires techniques et financiers (PTF) du Tchad, en particulier la Banque mondiale (BM), l'Union européenne (UE) et la Banque africaine de développement (BAD) en réponse à la situation budgétaire du Tchad très tendue en 2015. En effet, le pays est confronté à une double configuration de diminution drastique des recettes (chute des cours du pétrole et des recettes douanières suite à l'étranglement des échanges commerciaux Tchad-Nigeria-Nord-Cameroun dû à l'insécurité liée à Boko Haram) et d'augmentation des dépenses liées à la situation sécuritaire régionale, en particulier la lutte contre le terrorisme, la prise en charge des réfugiés déplacés et l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Les appuis budgétaires des PTF viendront compléter des mesures prises par le Tchad, consistant principalement en une réduction des dépenses d'investissement et la renégociation de deux emprunts non concessionnels.</p> <p>La bonne exécution des paramètres de la facilité élargie de crédit du Fonds monétaire international (FMI) en place depuis mi-2014, l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE et la conformité à l'initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) fin 2014, sont autant d'éléments de progrès enregistrés en matière de stabilité macro-économique et d'amélioration de la gestion des finances publiques. Ce programme contribuera à renforcer la capacité de l'Etat à mettre en œuvre ses politiques et ses plans de développement, à fournir les services de base à la population tchadienne, favorisant ainsi la paix sociale, à poursuivre les réformes structurelles entreprises et à approfondir le dialogue entre l'Etat et ses partenaires autour des processus de développement.</p>

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique

Le Tchad est affecté par de multiples facteurs de fragilité:

- **Instabilité politique**

Le cycle électoral 2014-2016 a été lancé par le Président de la République du Tchad le 11 mars 2013 avec l'annonce officielle de la tenue d'élections législatives en 2015 et présidentielles en 2016. Ces échéances découlent des dispositions constitutionnelles qui fixent la durée des mandats. En mars 2013 le tenue d'élections locales concernant «l'ensemble des collectivités communales, départementales, régionales», faisant suite aux élections communales partielles des 21-22 janvier 2012, avaient également été annoncées par le premier ministre pour l'année 2014. Cependant, malgré cette impulsion

politique, la mise en place du cadre institutionnel des élections s'est avérée lente, marquée par des divergences entre majorité et opposition ainsi que par l'absence de consensus au sein de celle-ci. On constate aujourd'hui d'importants retards pris par le processus électoral. Aucune date n'est avancée pour les élections locales et le calendrier est extrêmement serré pour tenir des élections législatives en 2015 à temps pour les présidentielles de 2016.

Cette situation contribue à des tensions politiques, amplifiées par les difficultés budgétaires actuelles du pays qui entraînent des retards de paiement de salaires et une diminution de l'offre des services de base.

- **Situation sécuritaire**

Malgré une situation interne relativement stable depuis 2009, presque toutes les frontières du Tchad sont exposées à des zones de conflit et/ou de foyers d'insécurité. Après la période de forte instabilité en République centrafricaine (RCA), le groupe Boko Haram se manifeste actuellement à travers des agressions très violentes et de plus en plus fréquentes et des attaques terroristes dans les pays voisins du nord-Nigeria, dont le Tchad, où la capitale a été la cible d'un double attentat meurtrier à la mi-juin. La situation en Lybie est également extrêmement préoccupante.

Le Tchad s'est engagé militairement contre Boko Haram en janvier 2015. Cet engagement militaire important pèse de façon significative sur le budget de l'Etat. La mise en place d'une force multinationale basée à Ndjamena et liée à l'Union africaine est en cours. Les forces de sécurité intérieure du pays sont également mobilisées dans cette lutte, à des fins de prévention et de protection des populations sur le territoire national, mais aussi d'affaiblissement des réseaux logistiques et de recrutement du groupe.

Les déplacements importants de populations observés depuis 2012 notamment à partir de la Libye, de la RCA, du Nigeria et du Soudan, se sont exacerbés depuis décembre 2013 avec la crise politico-sécuritaire en RCA et les attaques de Boko Haram au Nigéria et au nord-Cameroun, ainsi que dans la région du lac Tchad. A ce jour, le Tchad compte près de 478 000 réfugiés (366 000 soudanais, 18 000 nigériens, 94 000 centrafricains). Plus que l'afflux de réfugiés/retournés dans la région du lac, c'est l'insécurité restreignant les activités agricoles, la limitation des activités de pêche sur le Lac qui pèse sur les populations. Cette même insécurité a contribué à geler les échanges commerciaux entre le Tchad et le Nigeria, débouchant sur une forte augmentation du prix des denrées alimentaires qui est source d'une aggravation importante de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la zone.

- **Faible développement humain**

Le dernier indice de développement humain¹ est de 0,372 et le Tchad conserve sa place de 184^e sur 187 pays. Les avancées dans l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sont très timides, à l'exception de l'accès à l'eau potable. La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont fréquentes, particulièrement dans le milieu rural où vivent quelques 80% de la population tchadienne. Le salaire minimum - pratiqué dans le secteur formel - (60 000 XAF soit 92 EUR) est insuffisant pour subvenir aux besoins élémentaires de la population; 55% de celle-ci vit sous le seuil de pauvreté (- de 1,25 USD par jour). Les taux de malnutrition infantile sont alarmants, tant chronique (39%, soit 2,4 millions d'enfants de moins de 5 ans) qu'iguë.

Traditionnellement agricole (coton, bétail et gomme arabique), le Tchad est devenu un pays pétrolier en 2003. Les retombées du pétrole sur le développement et le bien-être des populations se font attendre malgré la politique d'investissements en infrastructures, ce qui peut être à l'origine d'épisodes de contestation. La capacité de l'administration tchadienne, la gouvernance, la gestion des finances publiques, le climat des affaires sont des défis très importants pour accélérer le développement économique et humain.

- **Vulnérabilité macro-économique**

La vulnérabilité macroéconomique du Tchad est liée à la structure de production basée sur deux secteurs principaux: l'exploitation pétrolière et l'agriculture.

¹ PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), 2014.

La manne pétrolière, ouverte en 2003, a pu constituer un espoir pour le développement du pays en multipliant par 13 les recettes de l'Etat mais la qualité de la gestion budgétaire doit être améliorée pour tirer un profit optimal de cette ressource et faire face aux multiples défis du Tchad: accélérer la réduction de la pauvreté et de la malnutrition, s'attaquer au défi démographique, absorber les chocs pétroliers et préparer l'après-pétrole en vue du tarissement des réserves pétrolières.

Confrontées depuis la mi-2014 à la baisse des cours, les recettes budgétaires liées à l'exploitation pétrolière ont chuté, ce qui a impliqué une forte augmentation du déficit du budget dans lequel les recettes pétrolières représentent de façon structurelle environ 65% des recettes.

Le secteur agricole emploie 80% de la population et représente en moyenne 12% du produit intérieur brut (PIB), avec de larges variations en dents de scie reflétant sa forte dépendance aux conditions climatiques ayant des conséquences importantes sur l'inflation et le taux de croissance, qui mettent ainsi en exergue les faiblesses structurelles du secteur et la nécessité de renforcer la résilience aux chocs climatiques (renforcement du système d'alerte précoce). Le FMI estime l'inflation en 2014 3,8%.

En raison de l'enclavement du pays, les flux commerciaux ont pâti du contexte sécuritaire sous-régional, en particulier au Nigéria: frein aux exportations de bétail sur pied vers ce dernier, détournement et rallongement des circuits d'importations qui viennent actuellement du Cameroun ou du Niger plutôt que Nigeria. Le secteur de l'élevage a également été grandement perturbé par la crise de la RCA empêchant les mouvements de transhumance. La faiblesse des infrastructures contribue aussi à la faible performance du Tchad au classement «Doing Business» (185^e sur 189).

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Les deux stratégies de réduction de la pauvreté successives (2003-2006 et 2008-2011) ont été suivies d'un plan national de développement (PND) 2013-2015 - après un vide programmatique de plus d'un an - dont les conditions d'élaboration ont consacré un important dialogue entre le pays et ses partenaires. Le processus d'appropriation semble aujourd'hui en marche. L'Etat a pris en charge le financement de la majorité des actions au cours de la première année, montrant ainsi l'appropriation par les autorités tchadiennes de ce plan.

L'un des principaux obstacles réside dans l'opérationnalisation du PND, compte tenu des difficultés de programmation des investissements qu'éprouvent les ministères techniques dans un contexte de faible visibilité sur leur budget et leur trésorerie: l'absence de plan de trésorerie conjuguée à la lourdeur du système de passation des marchés publics entraîne une gestion à court terme et une pratique importante du «saucissonnage» et des marchés de gré à gré. Par ailleurs, les variations importantes qui interviennent dans les lois de finances rectificatives (pouvant atteindre 15 à 20 % par rapport à la loi de finance initiale) limitent fortement la visibilité sur le budget annuel et en conséquence la planification des activités.

Le PND est doté d'un mécanisme de suivi et d'évaluation. Si les hautes instances ont bien été mises en place, la direction du suivi évaluation au ministère du plan nouvellement créée n'est pas encore opérationnelle. Toutefois, l'ampleur du travail effectué devrait avoir contribué à l'amélioration de l'appropriation pour les prochains exercices programmatiques.

La note consultative conjointe du FMI sur le rapport de suivi 2013 du PND² estime sa mise en œuvre en 2013 globalement satisfaisante. Fin 2013, environ deux tiers des 24 indicateurs stratégiques et la moitié des 65 indicateurs intermédiaires avaient enregistré des progrès vers la réalisation des objectifs. Grâce à des progrès en matière d'exécution budgétaire, la contribution du budget de l'Etat à la mise en œuvre du PND a été proche du projet initial et l'adoption d'un cadre de résultats a facilité le suivi de la mise en œuvre quant aux ressources mobilisées, aux produits et résultats. Le rapport met en exergue les résultats obtenus, malgré un contexte extérieur difficile, en particulier en matière de stabilité macroéconomique, de soutien à la production agricole et à l'élevage, de développement des infrastructures routières, d'amélioration de l'accès aux services de santé, et l'application des réformes de la gestion des finances publiques. Il met également l'accent sur les importants efforts nécessaires

² Rapport du FMI No. 15/125, mai 2015.

pour réduire la pauvreté et promouvoir une croissance inclusive, développer les infrastructures, améliorer le climat des affaires, la qualité de l'éducation, la protection sociale et la gestion des terres et de l'eau. La réforme de la gestion des finances publiques (GFP) reste centrale dans cet agenda de développement, pour améliorer l'efficacité de la dépense publique et la réduction de la corruption.

La préparation d'une vision 2030 a été lancée fin 2014 et celle du premier plan quinquennal (2016-2020) début 2015, avec pour objectif de valider ce plan avant la fin de l'année en cours.

Le programme indicatif national (PIN) du 11^e FED, signé le 17/09/2014, alloue 442 000 000 EUR au Tchad, répartis sur 3 secteurs de concentration. Le secteur «consolidation de l'Etat de droit» (65 000 000 EUR) se propose notamment d'approfondir l'appui à la réforme de la GFP, soutenue depuis le 9^e FED.

Conclusion: L'accélération de la mise en œuvre du PND, cadre de référence pour l'alignement du PIN du 11^e FED au Tchad, et de la préparation de son successeur devraient permettre de relever le défi d'un développement plus inclusif auquel le pays est confronté. La crédibilité du PND serait renforcée par un lien plus étroit entre la politique et les moyens qui lui sont conférés, et une amélioration du suivi et évaluation de la mise en œuvre de la politique.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Les **parties prenantes** pour ce contrat d'appui à la consolidation de l'État sont principalement le ministère des finances et du budget (MFB) et le ministère du plan et de la coopération internationale, (MPCI), l'ordonnateur national du FED (ON) ainsi qu'à un moindre degré l'Assemblée nationale (Commission des finances et du budget), la Cour des comptes et certains ministères techniques.

Les **bénéficiaires** sont la population tchadienne en général, et en particulier les groupes les plus vulnérables (couches sociales défavorisées, femmes et enfants, jeunes) par la protection des dépenses pour les services de base et une accélération de la mise en œuvre du PND.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Le Tchad fait face en 2015 à une situation budgétaire particulièrement critique liée à une double configuration de diminution drastique des recettes (chute des cours du pétrole et des recettes douanières suite à l'étranglement des échanges commerciaux Tchad-Nigeria-Nord-Cameroun dû à l'insécurité liée à Boko Haram) et d'augmentation des dépenses liées à la situation sécuritaire régionale (notamment lutte contre Boko Haram, prise en charge des réfugiés/déplacés et de l'exacerbation de l'insécurité alimentaire)..

Un contrat d'appui à la construction de l'appareil de l'État apparaît donc pertinent pour

i) faciliter l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE. Le FMI a proposé au gouvernement et aux PTF un ensemble de mesures reposant principalement sur une réduction des dépenses d'investissement, la renégociation de deux emprunts non concessionnels et un appui budgétaire des PTF visant à combler le déficit. C'est dans ce contexte que le Tchad a lancé en février un appel à ses partenaires. La proposition d'aide budgétaire des bailleurs a été un élément décisif de la décision des Conseils du FMI et de la BM en avril 2014, qui ont consacré l'atteinte du point d'achèvement et une remise de dette à hauteur de 1,1 milliard USD, représentant dès la période 2015-2020 une économie de 45 000 000 USD sur le service de la dette, qui devrait contribuer rapidement à soulager la pression sur le budget du Tchad.

Les avancées dans la mise en œuvre des paramètres du programme de référence du FMI et de la facilité élargie de crédit (FEC) sont des signaux encourageants sur la volonté d'assainir et améliorer la gestion des finances publiques (maîtrise des dépenses avant ordonnancement, renoncement aux emprunts non concessionnels, etc.).

ii) permettre au Tchad d'atteindre un budget 2015 en équilibre en dépit des différents chocs exogènes et préserver les dépenses dans les secteurs sociaux;

iii) maintenir la dynamique vertueuse entamée dans le cadre des négociations PPTE et le contrôle de l'endettement, de poursuivre la mise en œuvre du plan national de développement et des réformes nécessaires en matière de finances publiques, de stabilité macroéconomique et de transparence

budgétaire, sur lesquels un dialogue sera maintenu avec les autorités tchadiennes dans le cadre de l'appui à la consolidation de l'état.

1.2 Autres domaines d'évaluation

1.2.1 Valeurs fondamentales

Le Tchad a signé les principales conventions et instruments internationaux et régionaux sur les droits de l'homme. Ces dernières années, il a comblé le retard enregistré dans la soumission des rapports dus au titre des conventions internationales ratifiées. Toutefois leur transposition dans le système normatif interne reste souvent imparfaite et le respect rigoureux des droits fondamentaux des êtres humains reste un grand défi pour le pays.

Au rang des faiblesses, on note un ministère de la justice et une Commission des droits de l'homme avec des moyens limités, des groupes vulnérables - y compris les femmes et les enfants exposés à des risques élevés -, certaines tensions entre groupes ethniques, la gestion de certaines manifestations par les forces de l'ordre. Au rang des avancées, on citera une proposition d'abolition de la peine de mort et de nouvelles dispositions concernant, par exemple, le crime de génocide, dans un projet de code pénal qui sera bientôt soumis à l'assemblée nationale. Le Tchad a adopté en 2014 une loi portant interdiction et répression de l'enrôlement et utilisation des enfants dans les conflits armés. L'examen périodique universel (EPU) du Tchad au Conseil des droits de l'homme en octobre 2013 a conduit à 173 recommandations faites aux autorités tchadiennes, dont 119 ont été acceptées lors du Conseil des droits de l'homme en mars 2014 et 55 rejetées³.

On constate une prise de responsabilité de l'Etat vis-à-vis de la communauté internationale avec ses interventions pour lutter contre l'insécurité et maintenir la paix dans la région du Sahel, ainsi que la lutte contre Boko Haram.

Dans un contexte pré-électoral (présidentielles en 2016, locales et législatives prévues respectivement en 2014 et 2015 mais repoussées sans doute après les présidentielles), de nombreuses inconnues subsistent quant aux moyens, modalités d'organisation et calendrier du processus. Les élections municipales de 2012 étaient une première pour le pays. Un comité national de dialogue politique (CNDP) a été créé en avril 2013 pour faciliter le dialogue entre les différentes parties quant au renforcement de la démocratie. Il remplace le comité de suivi de l'accord politique du 13 août 2007, et la société civile y est représentée pour la première fois tandis que la communauté internationale n'y figure plus.

L'organisation des élections est un défi dans le contexte de contraintes budgétaires actuelles qui pourraient limiter l'utilisation de la biométrie lors du processus électoral que demande l'opposition. Peu de financements externes ont pu, jusqu'ici, être mobilisés pour les élections, qui ne sont pas retenues dans les priorités du PIN du 11^e FED. Le Tchad a engagé 20 milliards de FCFA sur le budget national pour les élections et estime qu'elles seront organisées comme prévu. Leur bon déroulement est primordial pour la crédibilité du processus et la légitimité des résultats.

La réforme du secteur de la justice fait partie des volets de l'axe 4 «Amélioration de la gouvernance» du PND. L'indépendance du système judiciaire et la liberté d'expression et d'association sont des éléments à renforcer. L'appareil judiciaire est confronté au manque de personnel qualifié, d'infrastructures, et de crédits de fonctionnement. L'accès à la justice est en principe libre. Néanmoins, l'ignorance des textes de procédure et certaines pratiques traditionnelles constituent des obstacles à l'accès à la justice. Il n'y a pas de politique de réinsertion des détenus dans certains établissements pénitentiaires.

La consolidation de l'Etat de droit est le 3^e secteur de concentration du PIN du Tchad pour le 11^e FED, avec notamment une continuation de l'appui à la réforme du secteur de la justice et des forces de

³ Selon le ministre des droits de l'homme, les recommandations rejetées l'ont été car elles faisaient doublon avec d'autres recommandations déjà acceptées, ce qui est exact pour la majorité d'entre elles sauf pour celle concernant la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête sur les événements de 2008 (recommandation de la Suisse n°87) et celles relatives à la liberté de la presse (n°136-141), rejetées en l'absence de recommandations similaires antérieurs acceptées.

sécurité intérieure En effet, des avancées significatives avaient été enregistrées dans ces deux secteurs sous le 10^e FED.

1.2.2 *Politique macroéconomique*

L'économie tchadienne est très dépendante du pétrole (86 % des recettes d'exportations en 2014, 66 % des recettes de l'Etat et 42 % du PIB) et de l'agriculture, ce qui se reflète dans une croissance économique en dents de scie (+7 % en 2014⁴; 3,9 % en 2013, +8,9 % en 2012, +0,1 % en 2011, +13,6 % en 2010). L'inflation comme la croissance sont fortement corrélées à la production agricole et évoluent de manière erratique.

Le Tchad bénéficie d'un accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) mise en place par le FMI dont les services suivent la stabilité macroéconomique. A l'issue de la première revue du programme au titre de la FEC, les résultats économiques ont été jugés globalement satisfaisants. Le déficit primaire hors pétrole, principal point d'ancrage budgétaire du programme du FMI, a été réduit grâce à l'adoption de la loi de finance rectificative (LFR) 2015. Les infrastructures relatives au sommet de l'Union africaine en 2015, qui risquaient d'avoir un impact important sur le budget d'investissement 2015, ne seront pas exécutées en raison du renoncement du Tchad à accueillir cet événement.

La politique d'endettement est désormais assainie suite au point d'achèvement PPTE et la politique d'emprunt non concessionnelle du Tchad fait l'objet d'un examen régulier par les services du FMI.

Grâce à son appartenance à la zone Franc de l'Afrique centrale, le Tchad bénéficie d'une politique monétaire, fixée par la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) en coopération avec les autres Etats-membres de la zone, très stable, d'un taux d'inflation maîtrisée, et d'une politique de change stabilisée.

Conclusion: avec l'allègement du service de la dette suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE et l'adoption de la LFR 2015 la stabilité macro-économique à court terme semble assurée. Par contre, des efforts supplémentaires importants seront nécessaires pour garantir une stabilité à moyen et long terme.

1.2.3 *Gestion des finances publiques (GFP)*

Un premier plan de modernisation des finances publiques (PAMFIP, 2005) a constitué la base de la réforme de la gestion des finances publiques et permis la réalisation d'une étude PEFA (*Public Expenditure and Financial Accountability - Dépense publique et responsabilité financière*) en 2009. Il a été actualisé à travers de la stratégie de modernisation et de développement des finances publiques (SDMFP, 2013), plan de huit ans, élaboré avec l'appui de l'UE et mis en œuvre par des plans d'action triennaux glissants. La SDMFP est mise en œuvre par le secrétariat technique permanent (STP) du PAMFIP, structure du MFB chargée du pilotage de la réforme et de l'interface avec les PTF. Seul organe de ce type au Tchad, il permet une continuité du dialogue avec le ministère dans un contexte de forte rotation des cadres dans les directions générales pouvant nuire à la continuité de l'action et au suivi des engagements du ministère. L'Union européenne est un interlocuteur privilégié du STP qu'il appuie depuis le début (9^e FED). La poursuite du dialogue sera un élément clé du succès de l'appui budgétaire, en particulier par son suivi.

Lors de la mission conjointe FMI, BM et BAD en février 2015 au Tchad, le MFB a présenté l'état d'avancement des réformes de la GFP, à la suite de quoi les PTF ont conclu que les réformes en cours pourraient être soutenues par l'appui budgétaire, telles la vérification externe du cycle budgétaire, la transparence budgétaire, la gestion de la trésorerie, la comptabilité publique et la passation des marchés publics, et qu'il convient de bien coordonner les réformes à soutenir et en cibler un nombre limité pour ne pas dépasser les capacités limitées de l'administration tchadienne.

Le groupe de travail sur la macro-économie, dans le cadre de la coordination des PTF, présidé par la BM, s'est peu réuni depuis sa création en 2011. Toutefois, une coordination *ad hoc* s'est mise en place

⁴ Selon les dernières données du FMI à la première revue de la FEC en mars 2015

entre la BM, la BAD et l'UE, associant étroitement le FMI, dans le cadre de la préparation des appuis budgétaires annoncés par ces trois institutions pour 2015. Les PTF concernés ont exprimé leur engagement pour un travail régulier et dynamique au sein du groupe de travail «macroéconomie» dont l'importance est renforcée par le dialogue lié aux appuis budgétaires prévus.

Une mission conjointe des trois institutions, appuyée par le FMI en tant qu'observateur, s'est déroulée du 15 au 18 juin 2015 et a permis de négocier avec les autorités tchadiennes une feuille de route conjointe pour les appuis budgétaires, proposant des critères harmonisés de démonstration de l'éligibilité et de décaissement, notamment dans le domaine de la gestion des finances publiques, une suite coordonnée du processus et un dialogue structuré plus étroit entre partenaires et gouvernement.

Conclusion: le Tchad met en œuvre une stratégie ambitieuse de modernisation des finances publiques. La dynamique lancée dans le cadre des négociations en vue de l'atteinte du point d'achèvement doit être maintenue afin de relever les défis auxquels le pays est confronté: renforcement de la mobilisation des ressources internes, efficacité de la dépense publique et amélioration de la transparence budgétaire.

1.2.4 Transparence et contrôle du budget

Le projet de loi de finances élaboré par le ministère des finances est validé par l'assemblée nationale. Cette dernière a un important besoin en renforcement de capacités et l'UE appuie en ce sens la Commission des finances et du budget dans l'analyse du projet de loi de finances.

Dans l'ensemble, la communication et la publicité relatives aux questions budgétaires sont un défi inscrit par le MFB dans son programme d'action. La publicité ne concerne jusqu'ici que la loi de finances (et non le budget) et est tardive (plusieurs mois après l'adoption). Des efforts très récents ont été enregistrés (ajout du budget résultant de la loi de finances initiales pour 2015).

La transparence budgétaire doit être renforcée. Le suivi de l'exécution budgétaire est rendu complexe par la répartition des rôles entre plusieurs directions générales du MFB et les faiblesses dans la capacité de traitement et production des données nécessaires à l'élaboration du tableau des quatre phases. Il a été agréé lors de la mission conjointe de juin 2015 de renforcer le dialogue avec le MFB concernant ces points (voir point 4.2.b)

Conclusion: les efforts visant à renforcer la transparence budgétaire, le suivi et le contrôle de l'exécution budgétaire doivent être poursuivis et seront appuyés dans le cadre de ce programme.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

La mesure de mitigation de risque la plus importante sera le dialogue avec l'Etat tchadien sur les sujets liés aux conditions d'éligibilité et de décaissement de l'appui budgétaire (voir point 5.3.2). Ce dialogue sera étroitement coordonné avec les autres PTF qui feront des appuis budgétaires en 2015, la BM et la BAD, ainsi qu'avec le FMI et les états membres représentés au Tchad.

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
<p>Risques politiques et liés au respect des valeurs fondamentales:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Risque d'instabilité liée à des mouvements sociaux, potentiellement violents; – Risque de conflits intercommunautaires susceptibles de créer, notamment dans les régions transfrontalières, des espaces de non droit et d'insécurité propices à la résurgence de rebellions armées; – Risque de violences consécutives à une contestation des modalités et/ou des résultats du processus électoral; – Risques liés à la situation en Lybie et aux activités de Boko Haram. 	E	<ul style="list-style-type: none"> – Dialogue politique au titre de l'article 8 de l'accord de Partenariat ACP-UE – Mise en œuvre de la Stratégie de l'UE pour le Sahel – Mesures de prévention des conflits et d'appui au dialogue, en particulier sur l'Instrument contribuant à la stabilité et la paix (IcSP) – Maintien d'un dialogue politique inter-tchadien avec le soutien de la communauté internationale
<p>Risques macroéconomiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Risques de chocs externes (climatique, maintien des cours du pétrole à un niveau durablement bas, maintien ou extension du risque sécuritaire) pouvant déstabiliser les fondamentaux économiques: inflation, croissance, finances publiques et comptes extérieurs; – Risque de creusement du déficit budgétaire et d'endettement extérieur excessif; – Risque de déstabilisation liée à la très forte dépendance du pays au pétrole. 	E	<ul style="list-style-type: none"> – Poursuite de la mise en œuvre des paramètres du programme du FMI
<p>Risques liés au développement et à l'insuffisance des contrôles:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Risque de faible capacité des institutions de l'état tchadien conduisant les politiques publiques à ne pas atteindre leurs objectifs; – Risques de corruption ou risques liés à l'insuffisance et au détournement des contrôles. 	E	<ul style="list-style-type: none"> – Dialogue politique avec le gouvernement au titre de l'article 8 de l'accord de partenariat ACP-UE – Dialogue structuré entre le gouvernement et les PTF sur un ensemble de thèmes définis dans la feuille de route conjointe BM, UE, BAD (repris au point 4.2.b) – Renforcement de la capacité de la Cour des comptes (PAG)
<p>Risques liés à la gestion des finances publiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Risques liés à l'exécution budgétaire et à la faible sincérité du budget; – Risques liés aux marchés publics. 	E	<ul style="list-style-type: none"> – Dialogue structuré entre le gouvernement et les PTF sur un ensemble de thèmes définis dans la feuille de route conjointe BM, UE, BAD (repris au point 4.2.b)

Hypothèses

Renforcement du dialogue politique avec les autorités tchadiennes, ainsi que de la coordination avec les autres PTF intervenant par appui budgétaire (BM et BAD) et le FMI.

Les risques de non-intervention incluent:

- la perte du *momentum* que constitue l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, à savoir un ralentissement, voire une inversion de la dynamique de réformes et du dialogue avec les partenaires tchadiens;
- une augmentation de l'instabilité macro-économique liée à la non maîtrise des chocs externes (climatique, maintien des cours du pétrole à un niveau durablement bas) et une déstabilisation des fondamentaux économiques: inflation, croissance, finances publiques et comptes extérieurs;
- l'impossibilité de maintenir un niveau minimum d'investissements sociaux au profit de la population tchadienne;
- un renforcement de la situation de fragilité du pays, voire une déstabilisation du pays;
- extension du risque sécuritaire dans la sous-région avec un effet négatif sur la stabilité régionale.

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Cinq appuis budgétaires financés par l'UE avaient été mis en œuvre entre juillet 1994 et mai 2001 et visaient à sécuriser les dépenses publiques dans les secteurs sociaux et les infrastructures de transports. Ils avaient dressé le constat de la faiblesse de l'administration tchadienne au niveau de la gestion budgétaire et des institutions de contrôle.

Le dernier appui budgétaire au Tchad pour la période 2003-2006 (9^e FED) avait été élaboré pendant la phase de construction de l'infrastructure pétrolière, avec pour secteurs d'intervention les finances publiques, la santé et l'éducation. Il était assorti d'une assistance technique notamment pour améliorer la préparation du budget, la chaîne informatisée de la dépense, l'amélioration du recouvrement de la fiscalité pétrolière, l'amélioration de la gestion de la trésorerie, etc.

La réalisation des conditions de la première tranche fixe prévue en février 2005 (existence d'un programme avec le FMI) n'a permis un décaissement qu'en avril 2005. Par ailleurs, la non-conclusion de la première revue du programme avec le FMI a empêché de décaisser les deux tranches variables sans lesquelles le programme a été terminé.

Cette période a été suivie d'un ralentissement de la dynamique des réformes de la GFP, aggravée par le contexte politico-sécuritaire interne (2007-2009) et externe. Cette dynamique a repris en 2011 et était particulièrement perceptible en 2013 avec la mise en place et réussite du programme de référence du FMI, suivi d'une FEC triennale. Elle a permis des avancées majeures telles la conformité à l'ITIE (2014) et l'atteinte du point d'achèvement de l'IPTE (avril 2015).

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

- L'UE appuie la réforme de la GFP sous deux projets financés par le 10^e FED:
 - un des trois volets du programme d'appui à la bonne gouvernance (PAG, 2012-2018), concerne la gestion des finances publiques avec un montant total de 6 100 000 EUR, avec comme objectif de contribuer à l'amélioration du fonctionnement des institutions responsables de la préparation et la gestion du budget de l'Etat. Il a financé l'actualisation du PAMFIP. Il appuie la Commission des finances et du budget de l'assemblée nationale, le Collège de contrôle et de suivi des recettes pétrolières et l'ITIE, ainsi que la Cour des comptes.
 - le programme régional d'appui au commerce et à l'intégration économique (PACIE - PIR)

comporte des actions pour la convergence des finances publiques et l'appui au marché commun de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). La France collabore avec le PNUD dans le cadre du Pôle de Dakar sous financement du PACIE pour la mise en œuvre d'un plan de trésorerie.

- La Banque mondiale appuie la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), l'adoption des directives CEMAC/CEEAC, l'amélioration des contrôles de la dépense publique, l'amélioration du cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) pour un ensemble de ministères sectoriels sélectionnés, l'amélioration de la gestion de la dette, etc. Un autre axe concerne l'amélioration de l'informatisation à travers un appui à l'extension du circuit intégré de la dépense, son extension à 23 ministères additionnels, la mise en conformité du système avec les exigences de la LOLF, etc.
- La BAD appuie l'amélioration du climat des affaires à travers notamment l'élaboration d'un nouveau code des marchés publics, et l'alignement du droit commercial sur le droit OHADA (organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) et CEMAC.
- La France finance trois assistants techniques dans le domaine des finances publiques, de la programmation et du suivi des investissements publics et de l'aide extérieure placés auprès de la direction du trésor, de la direction des impôts (MFB) et auprès du MPCCI. Cet appui est complété par des outils flexibles pour répondre à des besoins ponctuels en assistance technique dans le domaine de la gouvernance et de la transparence.

Un comité des PTF est en place depuis 2011 ainsi que des groupes de travail sectoriels dont le groupe macro-économie (voir point 1.2.3).

3.3 Questions transversales

L'appui budgétaire délivré dans le cadre de ce contrat d'appui à la consolidation de l'État est général et non ciblé. Il intervient néanmoins en appui à la mise en œuvre des plans et politiques du gouvernement du Tchad dans lesquels les questions transversales de genre, durabilité environnementale, et droits de l'homme sont intégrées. Ces mêmes questions sont suivies également au travers de l'évaluation des valeurs fondamentales.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

L'**objectif général** de ce programme d'appui à la consolidation de l'Etat est de permettre au Tchad d'atteindre un budget 2015 en équilibre en dépit des différents chocs exogènes, économiques comme sécuritaires, de préserver les dépenses dans les secteurs sociaux et de poursuivre la dynamique des réformes dans le domaine de la gestion des finances publiques.

Les **objectifs spécifiques** sont les suivants:

- d'appuyer la mise en œuvre du PND dans sa dernière année et soutenir l'offre de services de base;
- d'assurer la poursuite des réformes nécessaires en matière de finances publiques, de stabilité macroéconomique et de transparence budgétaire.

Les **résultats attendus** de cette intervention sont:

- un maintien de la stabilité macroéconomique;
- des ressources financières suffisantes pour couvrir au moins la fourniture d'un niveau minimal de services de base aux populations et assurer le fonctionnement de l'administration publique;
- une efficacité accrue des systèmes, des procédures et des capacités de gestion des finances publiques.

4.2 Principales activités

Appui budgétaire - les activités principales comprendront:

- a) le transfert de 22 000 000 EUR sur la période (pour l'année fiscale 2015);
- b) un dialogue structuré entre le gouvernement et les PTF dans le cadre du groupe de travail sur la macroéconomie et les finances publiques sur un ensemble de thèmes mettant tout particulièrement l'accent sur les domaines visés dans les objectifs du programme:
 - Informations telles que rapports trimestriels d'exécution budgétaire, tableaux 4 phases mensuels, tableaux de bord MFB trimestriels, bulletins trimestriels des marchés publics, tableaux de la solde.
 - Progrès relatifs à la protection des dépenses prioritaires, à la réduction des dépenses avant ordonnancement, à la poursuite du PEFA 2015, à la soumission des lois des règlements, à la conduite de l'audit du portefeuille de l'Etat, à la réforme de la gestion des investissements publics, à la consolidation et publication des revenus pétroliers, à la gestion de la dette, au renforcement du contrôle externe, à l'établissement du guichet unique foncier / création d'entreprise, à l'alignement du droit commercial avec l'OHADA et CEMAC, de l'élaboration de la stratégie de bonne gouvernance, à la préparation des plans de trésorerie, à l'extension des CDMT, rapport d'étape de mise en œuvre du PAMFIP en 2015, état d'avancement de la réalisation de la 2^{de} évaluation PEFA, rapport sur l'état d'avancement (feuille de route) de la préparation de la vision 2030 et du plan quinquennal 2016-2020, poursuite et renforcement, au sein du CPTF (aux niveaux technique et politique) du dialogue concernant les thèmes évoqués ci-dessus avec la partie tchadienne, état d'avancement de la préparation du projet de code de transparence et de bonne gouvernance adoption des décrets portant plan comptable de l'Etat, nomenclature budgétaire, tableau des opérations financières.
- c) des efforts continus des administrations pour renforcer leurs capacités en matière de gestion des finances publiques (GFP) dans le contexte des programmes d'appui complémentaire existants;
- d) le monitoring régulier des critères de décaissement à l'appui budgétaire (point 5.3.2) en ce qui concerne le cadre macro-économique, la réforme de la GFP (telle qu'illustrée par les actions à mener avant le 15 septembre 2015), la mise en œuvre du PND, et la transparence budgétaire. Les réformes en matière de GFP viseront notamment le renforcement de la mobilisation des ressources internes et l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement de la transparence budgétaire et l'efficacité de la dépense publique.

4.3 Logique d'intervention

La logique d'intervention du programme repose sur le triptyque «transfert financier direct - dialogue politique - appuis techniques». En finançant directement le budget national, un signal de confiance est adressé à l'égard des efforts mis en œuvre pour l'atteinte du point d'achèvement dans un contexte sécuritaire et économique tendu.

Il s'appuie sur un dialogue politique de haut niveau, tant au niveau du gouvernement que des autres parties prenantes, en étroite concertation avec les autres PTF, notamment la BM, la BAD et le FMI, pour le suivi régulier des réformes engagées.

Les appuis techniques seront fournis au travers d'autres programmes en cours sous financement des divers PTF, dont l'UE au travers du PAG et du PACIE (voir point 3.2).

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **12 mois** à compter la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4, du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué est de 22 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire.

Ce montant repose sur une appréciation des besoins financiers de la République du Tchad pour l'année budgétaire 2015.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

Le programme d'appui à la consolidation de l'Etat est prévu avec un seul décaissement d'une tranche fixe de 22 000 000 EUR à imputer sur le secteur 3 consolidation de l'Etat de droit du PIN du 11^e FED.

Le décaissement de cette tranche fixe sera réalisé au quatrième trimestre 2015 (et au plus tard avant le 31 janvier 2016) sur la base des progrès suivants réalisés sur les critères repris au tableau ci-dessous:

Domaine	Conditions	Source(s) de vérification
Politique publique	Progrès satisfaisants accomplis dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement (2013-2015).	Rapport de mise en œuvre en 2014 du PND.
Stabilité macro-économique	Progrès satisfaisants accomplis en matière de stabilité macroéconomique.	Lettre de confort du FMI sur la base de la 2 ^{de} revue de la FEC.
Gestion des finances publiques	Progrès satisfaisants accomplis dans la mise en œuvre du programme d'amélioration de la gestion des finances publiques; une attention sera portée, entre autres, sur les actions suivantes: <ul style="list-style-type: none">– Adoption par le Conseil des ministres du code général des impôts et des procédures fiscales (*);– Validation du recensement des entreprises par l'autorité compétente (**);– Adoption par le Conseil des ministres du nouveau code de passation des marchés;– Validation du rapport final relatif au recensement de la fonction publique et intégration de ses conclusions dans la gestion informatisée de la paie par l'autorité compétente (**);– Validation par le MFB du format de budget citoyen retenu pour la loi de finances 2016;– Adoption par le Conseil des ministres de la loi de règlement 2013.	Rapport de mise en œuvre en 2014 de la stratégie de modernisation des finances publiques. Rapports de validation et textes adoptés correspondants.

Transparence budgétaire	Progrès satisfaisants accomplis dans la mise à la disposition du public d'informations budgétaires, exhaustives et de qualité accessibles en temps opportun.	Publication de la LFR 2014, LFI 2015, budget 2015, LFR 2015, et des rapports d'exécution budgétaire 2015, sur le site internet du MFB.
--------------------------------	--	--

(*) La procédure tchadienne comporte deux étapes: une adoption en Conseil de cabinet précédant l'adoption en Conseil des ministres.

(**) La confirmation par les autorités tchadiennes de l'autorité compétente est attendue.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

La tranche pour l'année 2015 sera délivrée sous condition de respect des conditions générales telles qu'indiquées ci-dessus et détaillées en annexe.

5.4 Modalités de mise en œuvre

N/A.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

N/A.

5.6 Budget indicatif

ACTIVITÉ	Contribution de l'UE (EUR)
5.3 - Appui budgétaire - Contrat d'appui à la construction de l'appareil de l'État	22 000 000
Total	22 000 000

Le calendrier indicatif des versements (en EUR) est le suivant:

Exercice budgétaire en République du Tchad	Date indicative de décaissement	TRIM 1	TRIM 2	TRIM 3	TRIM 4	TOTAL
2015						
<i>Tranche fixe</i>	<i>Décembre 2015</i>	-	-	-	22 000 000	22 000 000
TOTAL		-	-	-	22 000 000	22 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Par construction, les appuis budgétaires s'insèrent dans les dispositifs mis en place par les autorités nationales, de concert avec les partenaires au développement.

S'agissant des réformes des finances publiques, du suivi du budget et des relations avec les partenaires concernés, notamment sur les questions d'appui budgétaire, la structure organisationnelle suivante a été développée:

Le chef de file des discussions relatives aux appuis budgétaires et de leur mise en œuvre est le MFB qui a la charge d'assurer le financement des opérations financières de l'Etat et leur suivi.

La délégation de l'UE en République du Tchad assure le contact permanent et les discussions avec l'ensemble de ses partenaires nationaux, en étroite collaboration avec les autres PTF concernés par les appuis budgétaires et la gestion des finances publiques, et notamment la BM, la BAD et le FMI.

Sur la base des conditions de décaissement stipulées dans la convention de financement, l'ordonnateur national du FED adressera à la délégation de l'UE en République du Tchad, une demande officielle de décaissement de la tranche unique selon le calendrier indiqué dans le tableau ci-dessus, comprenant:

- (i) une analyse approfondie et détaillée du degré de réalisation des conditions pour le décaissement, en y annexant toutes les pièces justificatives nécessaires;
- (ii) un formulaire d'identification financière dûment signé en vue de faciliter le paiement correspondant.

Le dossier est transmis à la délégation de l'UE en République du Tchad, laquelle en assure l'évaluation et transmet ses éléments d'analyse au siège de la Commission européenne à Bruxelles, qui statue en dernière instance.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du gouvernement tchadien. À cette fin, le MFB doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer un rapport couvrant toute la période de mise en œuvre de l'action.

Le rapport devra rendre compte avec précision des moyens mis en œuvre pour la poursuite des objectifs du programme, des difficultés rencontrées, ainsi que des résultats obtenus, mesurés au regard des objectifs agréés.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du programme, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Il sera procédé à une évaluation de la présente action, à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en particulier concernant l'utilisation de l'appui budgétaire comme modalité d'aide au Tchad.

Une collaboration efficace et effective des parties prenantes est attendue avec les experts en charge de l'élaboration de cette évaluation.

Cette évaluation sera financée par la facilité de coopération technique (FCT).

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement d'un éventuel audit sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, les mesures de communication et de visibilité qui seront établies seront financées par le biais de la FCT.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

6 CONDITIONS PREALABLES

N/A.

ANNEXE – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RESULTAT (POUR L'APPUI BUDGETAIRE)⁵

Les moyens, les produits directs et induits escomptés et l'ensemble des indicateurs avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la liste des indicateurs de résultat sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. Le tableau où figure la liste indicative des indicateurs de résultat évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des colonnes supplémentaires seront insérées pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectif général: impact	Permettre au Tchad d'atteindre un budget 2015 en équilibre en dépit des différents chocs exogènes, économiques comme sécuritaires, de préserver les dépenses dans les secteurs sociaux et de poursuivre la dynamique des réformes dans le domaine de la gestion des finances publiques.	<ul style="list-style-type: none"> - Equilibre du budget de l'Etat tchadien - Situation des dépenses dans les secteurs sociaux - Efficacité du système de gestion des finances publiques 	na	<ul style="list-style-type: none"> - Budget en équilibre - Respect du plancher de dépenses sociales de réductions de la pauvreté de la FEC - Amélioration de l'efficacité dans le système de gestion des finances publiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Budget de l'Etat - Allocations budgétaires et exécution de ces allocations – budget de l'Etat et rapport d'exécution et rapport de suivi de la FEC (FMI) -Rapports de mise en œuvre des réformes des finances publiques
Objectifs spécifiques: effets directs	Appuyer la mise en œuvre du plan national de développement (PND) dans sa dernière année et soutenir l'offre de services de base; et assurer la poursuite des réformes nécessaires en matière de finances publiques, de stabilité macroéconomique et de transparence budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> - Etat d'avancement de la mise en œuvre du PND - Etat de l'offre de services de base et des dépenses sociales de réduction de la pauvreté - Etat d'avancement de la mise en œuvre des réformes des finances publiques, macroéconomiques et de transparence budgétaire 	Taux de réalisation du PND en 2013 (axe 1 : 71% ; axe 2 : 95 % ; axe 3 : 80% ; axe 4 : 104%).	<ul style="list-style-type: none"> - Le PND est mise en œuvre comme prévu – les résultats attendus sont atteints (cfr. cibles du PND) - l'offre de services de base est préservée et le plancher de dépenses sociales fixé dans la FEC est atteint - la réforme de la gestion des finances publiques est mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de mise en œuvre du PND - valeurs des indicateurs et statistiques de ces rapports - Rapport de mise en œuvre de la FEC (FMI) - Rapport sur la mise en œuvre des réformes ainsi que des évaluations de la performance du système de gestion des finances publiques si disponibles

⁵ Indiquer «*» pour les indicateurs correspondant au document de programmation pertinent et «**» pour les indicateurs correspondant au cadre de résultats de l'UE.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Produits induits	maintien de la stabilité macroéconomique; ressources financières suffisantes pour couvrir au moins la fourniture d'un niveau minimal de services de base aux populations et assurer le fonctionnement de l'administration publique ; efficacité accrue des systèmes, des procédures et des capacités de gestion des finances publiques (GFP)	<ul style="list-style-type: none"> - Etat de la stabilité macroéconomique - Situation des ressources pour couvrir au moins la fourniture d'un niveau minimal de services de base aux populations et assurer le fonctionnement de l'administration publique - efficacité des systèmes, des procédures et des capacités de gestion des finances publiques (GFP) 	<p>Croissance en 2014 : 7% (PIB pétrolier : 5.7% ; PIB non pétrolier 7.1%)</p> <p>Recettes en 2014 : Pétrole 607 Mds XAF, hors pétrole 487 Mds XAF)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de la stabilité macro - ressources suffisantes disponibles pour couvrir au moins la fourniture d'un niveau minimal de services de base aux populations et assurer le fonctionnement de l'administration publique - amélioration de l'efficacité des systèmes, des procédures et des capacités de GFP 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports du Gouvernement et du FMI - rapports sur l'exécution du budget - rapports de mise en œuvre des réformes des finances publiques – évaluations disponibles de la performance - tout autre rapport de suivi de plan d'actions du gouvernement dans les domaines concernés

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Produits directs	Les résultats attendus de cette intervention sont : amélioration de l'efficacité des systèmes, procédures et capacités de gestion des finances publiques (GFP), mobilisation de ressources financières suffisantes pour couvrir au moins la fourniture d'un niveau minimal de services de base aux populations et assurer le fonctionnement de l'administration publique	<ul style="list-style-type: none"> - Meilleure connaissance des contribuables par l'administration fiscale afin d'élargir l'assiette fiscale - Modernisation du cadre juridique de l'impôt et des relations des contribuables avec l'administration fiscale - Amélioration du cadre de passation des marchés publics - Meilleure connaissance et gestion par l'administration de sa masse salariale - Situation des ressources pour couvrir au moins la fourniture d'un niveau minimal de services de base aux populations et assurer le fonctionnement de l'administration publique 	<ul style="list-style-type: none"> Fichier des contribuables entreprises obsolète Code des marchés publics non conforme aux standards internationaux Environ 5.000 fonctionnaires en situation irrégulière (en double emploi ou fictifs) objectif de plancher de dépenses sociales de réduction de la pauvreté convenu dans la FEC en 2014 non tenu (309 Mds FCFA contre 394 Mds FCFA prévus) taux de réalisation des dépenses de réduction de la pauvreté au 1^{er} trimestre 2015 : 22% des prévisions de la LFI 	<ul style="list-style-type: none"> - A travers notamment un ensemble d'actions définies dans une feuille de route (voir ci-dessous) : - Ressources suffisantes disponibles pour couvrir au moins la fourniture d'un niveau minimal de services de base aux populations et assurer le fonctionnement de l'administration publique - Atteinte des planchers de dépenses sociales de réduction de la pauvreté convenus entre le Tchad et le FMI dans le cadre de la FEC en 2015 - amélioration de l'efficacité des systèmes, des procédures et des capacités de GFP 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports du Gouvernement et du FMI - rapports sur l'exécution du budget - rapports de mise en œuvre des réformes des finances publiques – évaluations disponibles de la performance - tout autre rapport de suivi de plan d'actions du gouvernement dans les domaines concernés

- Adoption par le Conseil des Ministres (*) du projet de code général des impôts et des procédures fiscales;
- Validation du recensement des entreprises par l'autorité compétente (**);
- Adoption par le Conseil des Ministres (*) du nouveau code de passation des marchés;
- Validation du rapport final relatif au recensement de la fonction publique et intégration de ses conclusions dans la gestion informatisée de la paie par l'autorité compétente (**);
- Validation par le MFB du format de budget citoyen retenu pour la loi de finances 2016;
- Adoption par le Conseil des Ministres de la loi de règlement 2013.

- (*) *Lors de la restitution le Ministre a indiqué que, compte-tenu des incertitudes liées au contexte volatile, qui peuvent modifier le calendrier des Conseils de Ministres qui nécessitent absolument la présence du PR, il ne peut s'engager sur une adoption en Conseil des Ministres mais l'engagement politique du gouvernement sur ces points est acquis et serait adéquatement reflété par une adoption en Conseil de Cabinet et soumission au Conseil des Ministres. Les institutions constituant la mission se positionneront quant à cet engagement.*
- (**) *La confirmation par les autorités tchadiennes de l'autorité compétente est attendue*